

le cadre de la civilisation triomphante », dont rêvait Bonaparte, sera repris par les saint-simoniens, en Égypte même par Enfantin (1833-1836), et plus tard en Algérie par Ismā'il Urbain, inspirateur direct du projet de « Royaume arabe » de Napoléon III. Mais surtout elle marquera durablement, par l'intermédiaire de la *Description de l'Égypte*, l'historiographie de l'Égypte moderne au point de faire apparaître souvent, non sans abus, Muḥammad 'Alī comme le successeur de Bonaparte.

À la belle étude d'Henry Laurens, l'éditeur a eu la bonne idée d'ajouter trois contributions de plus modestes proportions consacrées à l'exploration scientifique de l'Égypte. S'inspirant surtout du *Journal* de Devilliers, Jean-Claude Golvin traite de « L'Expédition en Haute-Égypte à la découverte des sites », pour rappeler comment la révélation de l'architecture pharaonique fut vécue par des hommes pour qui n'existaient jusque-là que les canons esthétiques hérités de l'Antiquité gréco-romaine. Claude Traunecker, qui analyse « L'Égypte antique de la *Description* », renonce à « dresser le catalogue des erreurs et des démonstrations erronées » pour restituer « l'unité de cette Égypte ingénue, sortie du contact entre les monuments de la Haute-Égypte et des hommes que rien ne prédestinait à une telle aventure » (p. 353). Bien des thèmes qu'il relève au fil de leurs travaux (la « sagesse » du roi ou la « science » des prêtres « chercheurs préoccupés des lois de la nature plutôt que théologiens » p. 368) montrent à quel point cette égyptologie naissante, bientôt récusée par Champollion, est encore fille des Lumières. C'est le même constat que fait aussi Charles C. Gillespie dans les quelques pages, aussi lumineuses qu'érudites, par lesquelles il dresse le bilan des « Aspects scientifiques de l'Expédition » (« Ce que les Français en viendraient à nommer, par la suite, leur 'mission civilisatrice', écrit-il, tirait ses origines pour part du mouvement des Lumières, pour part de l'idéologie de la Révolution », p. 395). L'étude des Mémoires relatifs à la topographie, la statistique et la science de l'homme le conduit à de très intéressantes remarques sur le rôle de la *Description* dans la genèse des sciences sociales. Mais au-delà de la gigantesque accumulation de données, l'aspect le plus digne d'intérêt de cette participation des scientifiques à l'Expédition lui paraît être « le rapport qui se préfigurait de la sorte entre savoir formalisé et pouvoir dans l'ordre politique ».

Ce beau livre, abondamment illustré (92 illustrations dont 8 couleurs) séduira aussi bien le spécialiste de la Révolution française ou de l'Orient moderne que l'amateur éclairé ou l'étudiant débutant.

Ghislaine ALLEAUME
CRH - EHESS - Paris

Muhammad Y. MUSLIH, *The Origins of Palestinian Nationalism*. New York, Columbia University Press, 1988. 277 p.

Philip MATTAR, *The Mufti of Jerusalem, Al-Hajj Amin al-Husayni and the Palestinian National Movement*. New York, Columbia University Press, 1988. 158 p.

Mary C. WILSON, *King Abdullah, Britain and the Making of Jordan*. Cambridge University Press, 1987. 290 p.

Shabtai TEVEH, *Ben Gurion and the Palestinians Arabs from Peace to War*. Oxford University Press, 1985. 324 p.

Neil CAPLAN, *Futile Diplomacy, T. I, Early Arab-Zionist Negotiation Attempts 1913-1931*. Londres, Frank Cass, 1983. 277 p. *T. II, Arab-Zionist Negotiations and the End of the Mandate*. Londres, Frank Cass, 1986. 360 p.

La problématique de l'ouvrage de Muhammad Muslih concerne les modalités du passage de l'ottomanisme de la fin de l'époque ottomane au nationalisme palestinien de la période mandataire. L'auteur applique les analyses déjà développées par Philip Khoury et Ernest Dawn sur la genèse du nationalisme arabe et démontre que les notables — personnalités recrutées dans l'aristocratie locale par le gouvernement ottoman dans le but de faire passer sa politique en la rendant acceptable auprès des populations par la médiation d'un chef local — sont bien les ressorts essentiels de la politique palestinienne. Si le système a bien fonctionné à l'époque hamidienne, la révolution jeune-turque de 1908 lui a porté un coup mortel. Une partie des notables, dépossédés de leurs fonctions d'autorité par le nouveau régime centralisateur, se tourne vers le mouvement autonomiste des provinces arabes. La crainte devant l'arrivée des colons sionistes est un puissant facteur d'incitation à se détacher des autorités ottomanes jugées trop laxistes par rapport aux sionistes. Cependant la majorité du groupe reste fidèle à l'idée ottomane.

De fait, les Palestiniens resteront loyaux envers les Ottomans durant la Première Guerre mondiale. On ne trouve que quelques participations individuelles à la révolte arabe de 1916, essentiellement à partir de l'organisation secrète *al-Fatat*. La participation des Palestiniens à l'arabisme dans cette période est supérieure à celle des Libanais et est en retrait par rapport à celle des Syriens. C'est à partir de l'occupation britannique de 1917-1918 que les notables se rallient à l'émir Fayçal.

La période du gouvernement arabe de Damas (septembre 1918 - juillet 1920) est pleine d'incertitudes. Un clivage se rencontre aussi bien en Palestine qu'en Syrie. Les notables locaux de Damas ne veulent pas d'un grand État syrien qui signifierait une diminution de leur influence générale, et en Palestine les anciens ottomanistes, pour la même raison, sont réfractaires à la fusion avec la Syrie. L'opposition des intérêts locaux avec le projet d'une grande Syrie affaiblit la position du mouvement arabe devant le triple danger anglais, français et sioniste.

La vie politique est active en Palestine en 1919-1920 : plus de quarante associations représentant trois mille membres. Les partisans de l'unité syrienne recrutent surtout dans la jeune génération des familles notables, tandis que la vieille génération préfère se conduire de façon prudente et passer des compromis avec la puissance occupante, les politiciens traditionnels contrôlent mieux la situation politique, mais les jeunes réussissent à s'imposer en tant que force idéologique principale. L'unanimité se retrouve dans le refus total du foyer national juif. L'effronnement du Royaume arabe, l'hostilité montrée envers les Palestiniens par les notables syriens et la politique ambiguë de Fayçal envers les sionistes sont la cause de l'échec des partisans d'une grande Syrie. La priorité va être donnée à la lutte contre les sionistes et son corollaire la constitution d'un État proprement palestinien.

Le passage de l'ottomanisme au nationalisme palestinien pour les élites traditionnelles est logique puisque, pendant longtemps, elles se sont relativement montrées hostiles à l'arabisme. Les arabistes, eux, ne passent au nationalisme palestinien que quand ils se rendent compte que l'arabisme ne peut leur apporter d'aide efficace face au sionisme; l'anti-sionisme devient donc le point de ralliement des élites politiques. L'opposition entre les deux élites est essentiellement un conflit de génération puisque toutes les deux recrutent dans les mêmes familles. Elle marque le passage de l'aristocratie de service ottomane à l'action politique en vue d'une indépendance, géographiquement mal définie. Mais le fait essentiel demeure : on n'est vraiment un notable que dans la mesure où on est représentatif de la société. Par conséquent, le consensus de 1920-1921 marque la victoire de l'idée nationale européenne sous sa forme palestinienne.

Le livre de Muslih constitue un apport essentiel pour la période 1918-1920. Il est rempli d'indications précieuses sur les groupes politiques et les biographies individuelles. Appliquant avec bonheur la problématique déjà bien établie sur la genèse du nationalisme arabe dans l'ensemble de la Syrie naturelle, il démontre que l'on a trop négligé les oppositions locales à la constitution du Royaume arabe : la séparation de la Palestine de la Syrie est due autant aux incohérences politiques du Royaume arabe, trop attaché aux intérêts de Damas, qu'à la politique des grandes puissances européennes.

Le nationalisme palestinien se retrouve étudié dans la bibliographie de ce personnage si controversé qu'est le mufti de Jérusalem, Ḥāḡḡ Amīn al-Ḥusaynī. Philip MATTAR se situe dans la continuité de l'analyse de Muslih en s'attachant à montrer combien le mufti appartient encore au monde de la politique des notables. Sa famille exerce presque en permanence la fonction de mufti de Jérusalem depuis la fin du XVIII^e siècle et appartient à l'élite gouvernante de la Palestine. Amīn al-Ḥusaynī reçoit une éducation classique de notable : école musulmane, école chrétienne, al-Azhar. Il est influencé très tôt par Raṣīd Riḡā. Il sert dans l'armée ottomane durant la Première Guerre mondiale, puis passe en 1917 du côté de la révolte arabe. En 1919-1920, il fait partie du groupe de jeunes notables partisans du Royaume arabe et séjourne à Damas auprès de Fayṣal et est l'un des organisateurs des manifestations violentes d'avril 1920 contre les Anglais et les sionistes. Comme tous ceux de sa génération, il devient ensuite partisan d'un nationalisme proprement palestinien.

Mais c'est avec l'appui de l'Angleterre qu'il prend la fonction de mufti de Jérusalem en janvier 1922. La chute de l'empire ottoman a transformé cette magistrature mineure de la hiérarchie ottomane en suprême autorité religieuse de la Palestine mandataire sur le modèle du grand mufti d'Égypte. Les Anglais, inquiets du mécontentement des populations musulmanes veulent, par ce geste, apaiser l'hostilité au pouvoir mandataire.

Le calcul va s'avérer judicieux. Les années suivantes, le Mufti va essentiellement se consacrer à établir son autorité politique sur l'ensemble des musulmans de la Palestine, ce qui entraîne le mécontentement des autres grandes familles notables. Il cherche aussi à apparaître comme une autorité religieuse pour l'ensemble du monde musulman. Mais il refuse de se laisser entraîner dans une confrontation directe avec l'autorité mandataire. Cette dernière lui attribue l'absence de violences politiques dans les années 1920.

L'affaire du mur des Lamentations en 1928-1929 est analysée de façon magistrale par l'auteur. Il démontre que si le Mufti a bien participé à la tension politique, il a tout fait pour éviter l'usage de la violence et que la responsabilité des troubles sanglants ne peut lui être attribuée. Encore au début des années 1930, Ḥaǧǧ Amīn recherche une solution politique au conflit palestinien, tout en conservant des contacts avec les radicaux palestiniens. Il échoue dans sa revendication fondamentale d'obtenir une représentation politique palestinienne proportionnelle aux communautés et douée de pouvoir. Au contraire, l'augmentation de l'immigration juive avec l'avènement d'Hitler au pouvoir conduit à une radicalisation des Palestiniens qui tend à entraîner une contestation de l'autorité du Mufti. Pourtant loin d'être l'instigateur de la révolte palestinienne de mai 1936, le Mufti essaye encore de limiter la violence, mais en vain, devant les surenchères des radicaux et de l'opposition qui l'accusent d'être un collaborateur des Anglais.

Sa véritable radicalisation commence avec son exil forcé de l'automne 1937. Il va se montrer dès lors intransigeant, en raison de la dureté de la répression britannique et de la guerre civile parallèle qui déchire la population palestinienne. Il est exclu des négociations de 1939, d'où son refus du Livre Blanc. Sa rupture est totale avec les Britanniques, d'autant qu'en dépit des négociations de Londres la répression continue en Palestine : entre novembre 1939 et juin 1940, trente-neuf Palestiniens arabes sont pendus par les Britanniques. Churchill refuse dès son arrivée au pouvoir d'appliquer les clauses politiques du Livre Blanc, et couvre l'Irgoun dans une tentative d'assassinat du Mufti.

Les choix politiques successifs du Mufti se comprennent alors aisément : participation à la révolte irakienne de 1941, puis entrée en contact avec les Allemands. Réfugié dans le III^e Reich, il cherche à obtenir un engagement sans équivoque de l'Axe en faveur de l'indépendance arabe, ce qui ne se produira qu'en avril 1942. Le Mufti se lance alors dans une activité de propagande à destination des musulmans d'Europe et du monde en faveur de l'Allemagne nazie.

Il s'évade d'Europe en 1946, probablement avec la complicité des autorités françaises. Il essaye de réorganiser le Haut Comité arabe, coopère avec la Ligue arabe pour la question palestinienne et tente d'entrer en négociations avec les Anglais pour éviter le partage de la Palestine. Le Mufti ne croit pas à la nécessité de l'envoi de troupes arabes en Palestine, il craint en particulier les ambitions de la Transjordanie et estime qu'une aide financière et l'envoi d'armes et de volontaires suffiraient pour combattre les sionistes ; il ne se rend pas compte de la situation réelle quant aux rapports de force et s'engage dans un combat catastrophique contre le Yishouv, l'implantation sioniste, après le vote du plan de partage. Son gouvernement de toute la Palestine en 1948 ne reçoit aucun soutien.

À l'époque nassérienne, il se heurte à la politique égyptienne qu'il soupçonne à juste titre de vouloir arriver à une conciliation avec Israël. Il quitte le Caire en 1959 pour s'installer à Beyrouth. Bien que son autorité soit de plus en plus faible, il refuse de céder la représentation palestinienne à d'autres et s'oppose à Šuqayrī lors de la création de l'O.L.P. en 1964. Par contre il soutient 'Arafat, l'un de ses anciens partisans ; il meurt en 1974 à Beyrouth et les autorités israéliennes refusent qu'il soit enterré à Jérusalem.

Dans ses textes d'après 1948, le Mufti se présente comme l'opposant permanent aux sionistes et à la Grande-Bretagne ; les sionistes vont dans le même sens en le décrivant comme un

fanatique refusant tout compromis. En réalité, le Mufti a coopéré avec les Britanniques jusqu'en 1936 selon la règle de la politique des notables; c'est la radicalisation de la situation et l'ampleur de la répression de 1936-1939 (3074 Palestiniens tués selon les chiffres britanniques, plus 110 pendus et encore 6000 incarcérés en 1939). De fait, il s'est montré modéré quand il ne le fallait pas (1921-1936) permettant ainsi un renforcement du Yishouv, puis trop radical après, refusant les possibilités du Livre Blanc de 1939 puis tout compromis avec les sionistes et le partage de la Palestine; il est représentatif de la faiblesse et de l'arriération de la société palestinienne par rapport aux Britanniques et aux sionistes, un autre que lui n'aurait probablement pas mieux réussi.

L'ouvrage de Philippe Mattar apporte beaucoup en ruinant à la fois la légende noire due aux accusations sionistes, et la présentation univoque d'un Ḥāǧǧ Amīn perpétuel adversaire de la politique britannique et sioniste. L'interprétation en termes de politique des notables illustre bien la richesse de cette analyse. Mais l'auteur est beaucoup trop elliptique pour la période ultérieure à 1937. L'ouvrage aurait pu être plus étoffé sur cette période et le lecteur reste un peu sur sa faim.

Mary WILSON nous donne la biographie du grand adversaire du mufti de Jérusalem, l'émir qui deviendra roi de Transjordanie, 'Abdullāh. Né à La Mekke en 1882, il reçoit une première éducation fondée sur la langue et la littérature arabe et islamique. En 1893, il rejoint son père à Istanbul, mis plus ou moins en résidence surveillée par le sultan Abdulhamid. Durant seize ans, il achève sa formation dans la capitale de l'Empire. Son véritable contact avec le monde bédouin commence en 1908 quand son père est intronisé chérif et émir de La Mekke par les Jeunes Turcs. Il séjourne pourtant une partie de l'année de 1910 à 1914 à Istanbul comme député du Hedjaz.

Durant la révolte arabe, il se montre assez médiocre militaire mais remarquable diplomate. Néanmoins, il est éclipsé par son frère Fayṣal, plus malléable pour ce qui est de la politique britannique. Ses ambitions se tournent vers la constitution d'un royaume d'Arabie à son profit, mais son humiliante défaite en 1919 face aux Saoudites ruine ses projets d'établissement dans la Péninsule.

Candidat au trône d'Irak, il se voit préférer son frère Fayṣal jugé plus complaisant après le naufrage du Royaume arabe de Damas. Il se montre alors très habile et impose la création d'un petit Émirat de Transjordanie en jouant sur la rivalité franco-anglaise. Churchill lui fait même en 1921 de vagues promesses sur un éventuel trône de Syrie. Le jeune émir fait de la Transjordanie le sanctuaire du nationalisme arabe et mène une politique active contre les Français en Syrie. Mais il découvre rapidement les limites de sa situation : il dépend financièrement des Britanniques, il doit faire face à des mouvements de révolte des bédouins de son Émirat et surtout à la menace permanente que les Saoudiens font régner sur son petit État après leur conquête du Hedjaz; enfin, le mouvement sioniste revendique l'intégration de la Transjordanie à la Palestine mandataire. Durant l'été 1924, il est contraint de tout céder aux Britanniques et de se montrer totalement docile à leurs conseils. C'est la ruine apparente de toutes ses ambitions.

Les années qui suivent voient la véritable création de l'État transjordanien, avec la mise en place d'une administration régulière et la constitution d'une force armée encadrée par des

officiers britanniques qui devient la fameuse Légion arabe. C'est après la mort de son frère Fayçal, que 'Abdullâh revient dans la grande politique en tâchant de devenir le chef de la famille hachémite et en jouant un rôle croissant dans la scène palestinienne. Il multiplie les contacts avec les responsables sionistes, se présente comme un médiateur devant la montée des violences et s'intéresse de plus en plus à une participation à un éventuel partage de la Palestine. Un tel partage lui permettrait enfin de disposer d'un État plus conséquent que son petit Émirat et d'éloigner la menace sioniste sur ses territoires. Mais les Britanniques se montrent très hostiles aux initiatives de l'Émir et le lui font comprendre.

Avec la Seconde Guerre mondiale, l'influence de 'Abdullâh devient plus grande. Il joue dès le début la carte de la fidélité aux Britanniques à un moment où ces derniers sont contestés dans l'ensemble du monde arabe. Il cherche ainsi à se poser comme le principal interlocuteur des Alliés au Moyen-Orient, rôle à la mesure de celui qu'il a joué de 1914 à 1919. Il profite du déclin de la position française au Levant pour relancer le projet de Grande Syrie en sa faveur. C'est un nouvel échec, en raison de l'opposition de tous les États arabes.

Pourtant l'arrivée des travaillistes au pouvoir en 1945 modifie la situation. En butte à des crises permanentes dans l'ensemble du Moyen-Orient, les Britanniques vont faire de 'Abdullâh leur principal allié dans la région. L'indépendance lui est accordée en 1946 avec le titre de roi et le changement de nom de Transjordanie en Jordanie. Le récit des dernières années de 'Abdullâh, de ses tractations avec les Anglais et les sionistes et de son rôle dans le premier conflit israélo-arabe, est évidemment bien moins détaillé que dans le gros et grand livre d'Avi Shlaïm¹. Si la Jordanie a perdu la Cisjordanie en 1967, qu'elle n'a pu réussir à la récupérer depuis et a même abandonné récemment toute revendication sur ce territoire, on ne peut considérer néanmoins que l'œuvre de 'Abdullâh ne lui a pas survécu. La Jordanie s'est révélée viable et est devenue un État moderne. Le petit-fils de 'Abdullâh, Hussein, a montré une étonnante longévité politique et se prévaut de façon permanente de l'exemple de son grand-père.

Le livre de Wilson, comme celui de Mattar, sont dans la lignée de ces excellentes biographies anglo-saxonnes, concises et denses, qui se multiplient actuellement sur les personnalités essentielles du monde arabe. L'érudit aimerait toujours avoir plus de détails sur tel ou tel épisode. Ce qui manque, mais ce serait un autre livre en dépit du titre, est une étude plus complète sur la formation même de l'État transjordanien et ses rapports avec la société locale.

Le livre de TEVEH nous fait passer de l'autre côté de la barrière. Il démontre que la question arabe a été la source d'importantes réflexions personnelles pour Ben Gourion, mais toujours avec la même préoccupation : permettre aux juifs de devenir majoritaires en Palestine et d'acquiescer le soutien des grandes puissances.

Durant ses années de jeunesse en Russie, Ben Gourion ne pense pas particulièrement aux Arabes de Palestine, mais il avance l'idée que la mise en valeur est supérieure aux droits historiques : la terre appartient à ceux qui la travaillent et la développent, et il est immoral de refuser à un peuple dynamique la possibilité d'améliorer le pays par son propre labeur. Ce n'est que dans cette mesure que les Arabes (comme les Juifs) ont droit à la Palestine.

1. Avi Shlaïm, *Collusion across the Jordan, partition of Palestine*, Oxford, Clarendon Press, 1988, 676 p.

À son arrivée en Palestine en 1906, il n'évoque les Arabes qu'à propos de la nécessité de construire une économie juive se passant de toute main-d'œuvre arabe. C'est après la révolution jeune-turque que Ben Gourion découvre l'antagonisme politique entre Juifs et Arabes, mais pour lui, les Arabes agissent fondamentalement par haine; cette haine provient du travail des Arabes dans les colonies juives et de l'action antisémite du clergé chrétien et des missionnaires. Le socialisme supprimerait la haine arabe en supprimant l'exploitation du travailleur arabe et l'emprise du clergé sur lui.

Durant son exil américain, de la Première Guerre mondiale, Ben Gourion développe une théorie intéressante sur les paysans palestiniens : en examinant l'histoire de la communauté juive en Palestine après la destruction du Second Temple, et en analysant la toponymie arabe des villages, il croit que les fellahs ont conservé les anciennes traditions juives à travers les siècles, que, pour eux, la loi islamique était vraiment étrangère (la seule autorité réelle pour eux est celle des cheikhs); aussi n'y a-t-il pas de doute que ces paysans sont les descendants des habitants vivant au temps de la conquête arabe à une époque où il y avait encore au moins un quart de million de Juifs en Palestine; aussi il ne doit pas y avoir de véritable hostilité entre fellahs et juifs, les fellahs pourront même s'assimiler aux juifs; le mal venant toujours des populations urbaines chrétiennes. Il reprendra ce thème encore en 1920.

Dans l'après-guerre, Ben Gourion continue d'insister sur la supériorité des Juifs sur les Arabes dans la mise en valeur du pays et donc sur la nécessité de donner la plus grande partie de la Palestine aux Juifs et de cantonner les Arabes dans des sortes de réserves. Quant à la solution socialiste, la politique de séparation nationale et d'exclusivisme juif rend impossible toute union des travailleurs juifs et arabes. Pour la même raison, la mise en place d'institutions politiques représentatives est rejetée : elle permettrait aux « Effendis » arabes d'empêcher toute mise en valeur rationnelle du pays.

La solution d'avenir sera celle de deux communautés jouissant d'une parfaite autonomie; celle des Juifs aboutissant à une indépendance totale et, celle des Arabes restant limitée finalement à leur statut personnel.

C'est en 1929 avec l'affaire du mur des Lamentations que Ben Gourion reconnaît chez les Arabes l'émergence d'un mouvement national dans sa définition la plus élémentaire : la capacité de mobiliser les masses dans un but politique. Pour faire face à ce danger, une action politique s'impose à côté de l'usage nécessaire de la force. C'est à partir de cette idée que Ben Gourion envisage de négocier : en échange d'un accord sioniste pour la constitution palestinienne, une fédération cantonale, un parlement fédéral et un gouvernement, les Arabes accorderaient la liberté d'immigration et d'installation dans les cantons juifs qui se gouverneraient eux-mêmes. Face aux critiques qui l'accusent de vouloir négocier avec les « Effendis » et de renoncer à la possession de toute la Palestine, Ben Gourion répond que la vision sioniste ne peut être réalisée d'un seul coup, surtout dans la transformation de la Palestine en État juif. L'approche par étapes est dictée par des circonstances défavorables mais le but final n'est pas oublié, loin de là.

C'est à partir de 1934 que Ben Gourion tente par toutes les moyens d'établir un dialogue avec des responsables arabes. Il rencontre Mūsā al-'Alamī, Riyāḍ al-Ṣulḥ, 'Awnī 'Abd al-Hādī, Ṣakīb Arslān. L'attitude impérieuse, voire orgueilleuse, du responsable sioniste entraîne l'échec

des contacts. À partir de 1935, les nouvelles rencontres répondent plus à un besoin de propagande visant l'opinion publique britannique qu'à une volonté d'arriver à un compromis général. Durant la révolte palestinienne, Ben Gourion s'applique à donner l'idée que seuls les Juifs veulent et permettent le maintien du Mandat britannique. Le plan Peel, premier projet de partage de la Palestine avec "transfert" d'une partie de la population arabe de la Galilée, enthousiasme Ben Gourion qui est intéressé par une alliance avec les chrétiens du Liban.

Dès octobre 1937, Ben Gourion écrit à son fils que l'établissement de l'État juif dans une partie de la Palestine n'est que le début de la reconquête de l'ensemble du pays; le renforcement de la puissance des sionistes permettra de s'installer dans les autres régions de la Palestine. Dès cette date, Ben Gourion pense aux risques de conflit avec les autres États arabes; le même mois, dans un discours au MAPAI, Ben Gourion évoque la période d'expansion qui suivra la consolidation de l'implantation juive. La situation internationale a prouvé, selon Ben Gourion, que la force était la seule chose admise par tous, Arabes et non-Arabes.

En avril 1939, Ben Gourion prévient le MAPAI qu'il n'y a pas d'interlocuteurs arabes prêts à accepter un accord ne limitant pas la population à la position de minorité. Le règlement politique de la question est donc impossible. De fait, l'examen des papiers privés de Ben Gourion montre bien que les vingt ans durant lesquels il a refusé d'admettre l'existence d'un conflit était une tactique calculée, née du pragmatisme plutôt que de la profondeur de conviction, l'idée de réconciliation prônée de 1919 à 1929 n'a été qu'une tactique dilatoire. De même les tentatives de compromis de 1929 à 1936 n'ont essentiellement eu pour but que de conserver le soutien britannique au sionisme; la seule vraie conviction de Ben Gourion est double : le soutien de la puissance qui gouverne la Palestine est plus important pour le sionisme que tout accord avec les Arabes et ces derniers n'accepteront eux-mêmes la présence juive que le jour où ils auront compris qu'ils n'ont pas les moyens de la détruire.

Le Livre Blanc montrant que les Britanniques abandonnent leur soutien au sionisme implique pour Ben Gourion que la guerre est inévitable, d'où la nécessité de préparer une force armée et de gagner l'appui d'une autre grande puissance, les États-Unis. 1947-1949 est virtuellement contenu dans les positions prises en 1937, la question arabe cessera d'être à l'agenda d'Israël pour être remplacée par la question de la sécurité d'Israël; tout sera transposé au conflit inter-étatique.

Le livre de Teveh est exemplaire par la richesse de ses informations et la rigueur des analyses. Il démontre bien le double langage de Ben Gourion qui n'utilise la formulation socialiste et conciliatrice que pour mieux dissimuler, y compris pour son propre camp, une ligne d'action à long terme tout à fait cohérente et sachant s'adapter aux changements fréquents de la conjoncture politique. Le socialisme de Ben Gourion est en réalité beaucoup plus proche d'un saint-simonisme original que de la théorie marxiste dont il sait adopter le vocabulaire. Étant donné le contenu même du projet sioniste, aucune conciliation n'était réellement possible et plutôt que de voir, comme l'auteur, une progressive transformation d'une volonté de paix qu'une compréhension de l'inéluctabilité de la guerre, il vaudrait mieux affirmer qu'il s'agit de la découverte dès les années trente de l'inévitable issue du combat pour la Palestine.

Des conclusions similaires peuvent être tirées de la très précieuse étude de Neil CAPLAN sur les négociations arabo-sionistes des origines à la fin du Mandat britannique. Ce livre est avant tout une analyse précise de chacune de ces rencontres suivie de la publication de toute une série de documents, la plupart inédits. Il démontre la complexité de ces rapports; au moins, une troisième partie est toujours présente, directement ou indirectement : les Ottomans d'abord, puis les Britanniques comme puissances administrant la Palestine (avec la nécessité d'assurer l'ordre public), la France dans certains cas et l'une des différentes parties du monde arabe cherchant à réaliser l'unité arabe à son profit.

Si les événements conduisent à abandonner, au moins partiellement, les positions intransigeantes de principe, à partir de 1931, la position politique du négociateur devient essentielle. Même s'il est le leader reconnu de sa communauté, il ne peut risquer, dans le camp arabe comme dans le camp sioniste, de voir se développer une contestation de son autorité par un groupe rival l'accusant de trop de modération. Bien souvent d'ailleurs, les offres de négociations ne sont que des manœuvres tactiques pour se concilier la puissance mandataire ou l'opinion internationale et démontrer l'intransigeance de l'autre camp. La fermeté des Palestiniens, dans leur refus d'admettre la revendication politique des sionistes, conduit ces derniers à se tourner vers les États arabes dans le cadre d'un projet de fédération moyen-orientale. L'appel à l'arabisme dans le conflit palestinien est bien d'abord le fait des responsables sionistes. Ils trouvent d'ailleurs un écho intéressé chez l'émir 'Abdullāh de Transjordanie qui est prêt à s'entendre avec les sionistes pour réaliser ses ambitions régionales.

La déclaration Balfour et ses interprétations ont permis aux sionistes d'établir leur foyer national. Ils ne peuvent que défendre farouchement cette charte, d'où leur refus absolu de négocier tout retrait en particulier dans le domaine vital de l'immigration. Le but de leurs approches est bien de savoir comment l'on va accéder au stade suivant, la constitution de l'État juif. Symétriquement, le Livre Blanc de 1939 devient le garant de l'arabité de la Palestine et ses dispositions sont intangibles pour les Arabes : ils ne peuvent que proposer l'étude des modalités de protection de la minorité juive dans le futur État arabe. Le projet de constitution d'un État binational n'est soutenu que par des marginaux de chaque camp et est combattu unanimement par les directions officielles des deux communautés. La solution du partage ne peut se faire qu'au détriment des Arabes en raison de la composition démographique et de la distribution des terres de la Palestine de 1947.

Le livre de Caplan indique bien, que, contrairement à la période suivante, les tentatives de dialogue ont été nombreuses de la part des parties en présence. Elles ont été vaines. Significativement, souvent les personnalités arabes découvrent dans la discussion elle-même l'étendue des projets sionistes qu'ils avaient plutôt tendance à minimiser, d'où leurs attitudes de raidissement que ne comprennent pas leurs interlocuteurs, persuadés d'avoir affirmé des choses allant de soi.

La question palestinienne est bien le jeu à somme nulle des politologues. À moins d'admettre l'élimination radicale de toute présence sioniste, c'est-à-dire retourner à la situation d'avant 1880, les Arabes en général, et les Palestiniens en particulier, sont nécessairement perdants. La question essentielle est de savoir à combien ils peuvent limiter leurs pertes. Ces cinq livres,

essentiels pour la période du Mandat britannique, montrent bien cette dimension pour la période antérieure à la création de l'État d'Israël. Aujourd'hui comme en 1948, la position réaliste de 'Abdullāh, qui consiste à rechercher un règlement final en obtenant des sionistes qu'ils rétrocèdent une partie de leurs gains afin de faire admettre aux Palestiniens la perte définitive du reste, est la seule possible si l'on veut obtenir une paix durable. Mais si la logique de Ben Gourion d'une expansion indéfinie, par la création de faits accomplis et le soutien de grandes puissances extérieures à la région, continue, alors la question palestinienne sera loin d'être réglée.

Henry LAURENS
(Université de Paris-Sorbonne)

Der Nahe und Mittlere Osten. Politik, Gesellschaft, Wirtschaft, Geschichte, Kultur.
Herausgegeben von Udo STEINBACH und Rüdiger ROBERT unter redaktioneller
Mitarbeit von Marianne SCHMIDT-DUMONT. I. *Grundlagen, Strukturen und Problemfelder.* II. *Länderanalysen.* Opladen (R.F.A.), Leske & Budrich, 1988. 821 p. et 546 p.

Ces deux volumes de près de 1400 p. sont consacrés aux problèmes du "Proche et Moyen-Orient. Politique, société, économie, histoire, culture". Le premier volume traite des aspects généraux, le second de chacun des pays pris successivement. Il s'agit là d'un ensemble d'articles signés par un nombre considérable de spécialistes de différentes disciplines, près de quatre-vingts.

Quels sont exactement les pays de cette région du monde que ce livre se propose d'étudier? La réponse est donnée par la première contribution (de Reinhard Stewig). Il y a en effet plusieurs possibilités de regroupement, comme en témoignent différents manuels sur le Proche et Moyen-Orient. Les éditeurs ont opté ici pour un regroupement tenant compte d'une certaine unité régionale, ce qui les a poussés à distinguer deux "ailes", l'une à l'ouest et l'autre à l'est : la première englobe la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, le Soudan, Djibouti et la Somalie, la seconde d'autres pays arabes, ainsi qu'Israël, la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan. De tout cet ensemble nous est donné un tableau des plus riches, sinon le plus riche, qui ait jamais été présenté dans une publication de ce genre.

Le premier volume comprend les chapitres suivants :

I — *Les bases* : 1. les bases naturelles, historiques, sociologiques et économiques de la structure de la région (Reinhard Stewig). 2. Langues et peuples (Erhard Franz). 3. les religions (Peter Antes). 4. minorités religieuses et périphériques (Erhard Franz).

II — *Histoire* : 1. l'Empire arabo-islamique et les États qui lui ont succédé (Heribert Busse). 2. le Proche et le Moyen-Orient sous le colonialisme (Peter Heine). 3. la formation des États modernes (le même). 4. histoire des idées sous le signe du colonialisme, indépendance et modernité (Udo Steinbach).